

20 ans
de
LUTTES
contre le
RACISME



A la fin d'avril 1945, les alliés font leur jonction sur l'Elbe (photo de gauche) : le III^e Reich est mort d'excellents « défenseurs de



Mais quelques années plus tard, Adenauer et les généraux nazis sont devenus, pour les Occidentaux, a démocratie et de la liberté».

MILLE NEUF CENT QUARANTE-NEUF

Quatre ans après la victoire, l'union des vainqueurs du nazisme a vécu; les alliés sont divisés, les vaincus vont savoir en profiter.

DANS l'histoire de l'après-guerre, 1949 est une année charnière : celle où se confirment de façon irréversible la division entre les vainqueurs du nazisme, le renversement des alliances qui avaient permis leur victoire, le relèvement de l'Allemagne non-dénazifiée. La « guerre froide » a commencé.

Pendant douze ans de barbarie triomphante, les peuples avaient subi d'indicibles souffrances ; l'Europe avait été mise à feu et à sang. Bilan : 50 millions de morts, dont 17 millions pour la seule Union Soviétique.

Le racisme avait connu ses développements les plus monstrueux. Génocide d'une ampleur et d'une cruauté sans précédents, les nazis s'étaient livrés à l'élimination systématique des juifs présentés comme l'obstacle majeur à la domination de la « race des seigneurs ». Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants avaient ainsi péri dans les camps d'extermination et leurs chambres à gaz, s'étaient évanouis dans la fumée des fours crématoires.

Relever les ruines dans la paix, jouir de la liberté reconquise, assurer la marche du progrès : telles étaient, le nazisme abattu, les aspirations profondes des peuples d'Europe, durement éprouvés par la guerre et l'occupation. L'union réalisée dans la résistance populaire, l'union des grandes puissances scellée par les accords de Téhéran, Yalta et Postdam, représentait la garantie que le monde pourrait s'ouvrir enfin à des lendemains lumineux.

Mais des forces étaient à l'œuvre qui, un moment maîtrisées, allaient provoquer, sur le plan international, comme à l'intérieur de chaque pays, la rupture du front antifasciste, de nouvelles alarmes, et de nouveaux conflits.

Deux blocs hostiles

Dès le début de 1947, c'est l'échec, à Moscou, d'une conférence des quatre Grands sur l'avenir de l'Allemagne. En 1948, une réforme monétaire appliquée dans les trois zones d'occupation occidentales, amorce la coupure de ce pays en deux parties nettement séparées. Le 8 mai 1949, quatre ans jour pour jour après la victoire alliée, est adoptée la « loi fondamentale » instituant la République Fédérale Allemande, dont Adenauer deviendra le chancelier en septembre. En octobre, est créée la République Démocratique Allemande dans la zone d'occupation soviétique.

La division de l'humanité en deux blocs hostiles est consommée. Les Etats-Unis, forts pendant plusieurs années du monopole des armes atomiques, affirment par la voix

du président Truman leur « devoir de prendre le leadership de l'organisation du monde ». Tout est fait pour orienter l'opinion vers l'acceptation d'une inévitable troisième guerre mondiale. Pour la justifier, une vaste campagne antisoviétique est déclenchée en Occident, d'autant plus violente qu'il s'agit de déraciner rapidement les idées admises pendant et après la guerre. Le 4 avril 1949, est signé le Pacte Atlantique auquel répond bientôt le Pacte de Varsovie.

L'inquiétude des peuples devant cette situation de plus en plus explosive se traduit, en 1949 précisément, par la tenue à Paris (salle Pleyel, 21-23 avril) du 1^{er} Congrès Mondial des Partisans de la Paix. Des milliers de délégués sont venus de France et de nombreux pays. Parmi ceux qui appellent l'opinion à se mobiliser pour empêcher un nouveau cataclysme : Albert Einstein, Charlie Chaplin, Paul Robeson, Pietro Nenni, le doyen de Canterbury, Ilya Ehrenbourg, Anna Seghers et, en France : Eluard, Aragon, Louis Martin-Chauffier, Vercors... La première campagne du Mouvement mondial de la Paix, constitué au cours de ces assises, sera l'Appel de Stockholm pour l'interdiction de l'arme atomique : lancé au printemps de 1950 (peu avant le déclenchement de la guerre de Corée), il recueillera en quelques mois 500 millions de signatures, dont 14 millions en France.

En Allemagne occidentale devenue, selon un ministre américain, « la pierre angulaire du relèvement de l'Europe », le renversement des alliances a pour conséquence immédiate l'arrêt de la dénazification : puisqu'il s'agit de faire la guerre à l'U.R.S.S., il est tentant de faire appel au concours de ceux qui ont déjà acquis sur le

terrain une utile expérience... Industriels et banquiers qui avaient mis sur pied la puissance hitlérienne reprennent donc leurs activités. De même, tous les « organisateurs », qui ont fait leurs preuves dans l'administration, la police, l'armée. Les forces militaires se reconstituent, préludant à la création officielle de la Bundeswehr. Les associations, les publications exaltant la guerre hitlérienne commencent à proliférer.

Un retour offensif

C'est l'époque où, dans les zones d'occupation occidentales, sont libérés des milliers et des milliers de responsables de l'extermination des juifs, y compris les bourreaux

SS des camps, telle « la chienne de Buchenwald », la sinistre Ilse Koch qui réalisait des abat-jour avec la peau des détenus assassinés sur ses ordres.

Dans ce climat, on annonce tout naturellement la réparation du *Stürmer*, le journal nazi spécialisé dans l'antisémitisme. A Munich, un quotidien publie une lettre de lecteurs approuvant les massacres de juifs ; des manifestants protestent dans les rues de la ville ; ils sont sauvagement brutalisés par les policiers, dont certains tirent sur la foule...

En France, la « reconversion » qui s'opère encourage également les espoirs des anciens collaborateurs de l'occupant qui font preuve d'une audace croissante. Leur idéologue (toujours en exercice aujourd'hui), Maurice Bardèche, fait l'éloge du nazisme dans son livre *Nuremberg ou la Terre Promise* : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne soit responsable de cette guerre. écrit-il. Il n'est pas vrai que le Parti National-Socialiste ait été une association de malfaiteurs (...). Les doctrines qui ont été follement frappées de malédictions sont les seules qui puissent opposer un barrage à l'inondation communiste ».

Droit & Liberté, qui dénonce avec vigueur ces menées, dénombre dix journaux racistes et plusieurs livres édités en France, ayant pour objectif la réhabilitation des traîtres de Vichy. L'un d'eux, *Aspects de la France*, affirme que les juifs, « responsables de la guerre », « doivent rendre des comptes ». Un quotidien, *L'Epoque*, mène campagne contre les médecins juifs et étrangers.

Des groupes fascistes se reconstituent impunément. Des attentats au plastic ont lieu à Paris contre des magasins juifs. On annonce pour le mois de juin la libération anticipée de Xavier Vallat, ex-« commis-



La lutte contre le racisme n'est pas séparable des grands combats pour le progrès et pour la démocratie. C'est un des principes qui guident l'action du M.R.A.P. (Ici, un défilé du 1^{er} mai).

20 ans de LUTTES contre le racisme

MILLE NEUF CENT QUARANTE-NEUF

→ saire aux affaires juives » du gouvernement de Vichy. (Elle aura lieu, en fait, quelques mois plus tard.)

La victoire sur le nazisme avait entraîné dans les pays colonisés un puissant mouvement en faveur de l'émancipation, se récla-

mant des promesses et des grands principes affirmés par les Alliés au cours de la guerre. Hélas ! une répression souvent féroce devait s'opposer pendant de longues années à ces aspirations.

Contre la colonisation

Tandis que l'empire indien de la Grande-Bretagne cédait la place, au milieu de terribles désordres, à l'Inde et au Pakistan indépendants (1947), que l'Indonésie conquérante de haute lutte (1947-1950) sa souveraineté contre les forces hollandaises, que la révolution chinoise triomphait (1949), la « décolonisation » se heurtait en France à des mesures particulièrement brutales. Dès le 8 mai 1945, jour de la victoire, des massacres ont lieu en Algérie, à Constantine ; en mars 1947, une révolte est noyée dans le sang à Madagascar ; entre-temps, le bombardement de Haïphong (22 novembre 1946) qui fait des milliers de victimes déclenche la guerre d'Indochine qui durera huit années.

Il convient de situer dans le contexte général de ce temps la création de l'Etat d'Israël. Une masse des réfugiés juifs venus surtout d'Allemagne et d'Europe orientale,

ne trouvant d'autre terre d'accueil, se rendaient en Palestine espérant y connaître enfin la sécurité et la dignité. La Grande-Bretagne, puissance mandataire, selon un jeu de bascule classique, s'appuyait tantôt sur les Arabes, tantôt sur les immigrés juifs. Sur le territoire palestinien, cependant, des groupes juifs armés menaient une résistance active, organisaient de nombreux attentats contre l'occupant britannique.

Le 22 mai au Cirque d'Hiver

La décision adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U., le 29 novembre 1947, de créer en Palestine deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, représentait, pour l'Europe, une réparation aux juifs survivants et sans foyer après le génocide hitlérien ; elle apparaissait aussi comme une victoire sur l'impérialisme britannique ; de fait, les gouvernements arabes qui s'opposèrent alors au partage et déclenchèrent aussitôt la guerre, s'ils s'appuyaient sur un authentique sentiment national des masses arabes, étaient tous sous l'influence de la Grande-Bretagne et ne pouvaient



Plus de 2 000 délégués ont participé, le 22 mai 1949, à la première Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, acte de naissance du M.R.A.P. Cent deux sociétés et organisations apportaient leur concours à ces assises enthousiastes, qu'avaient précédées 47 réunions à Paris et 13 en province pour la création de comités locaux. Il y eut deux séances de débats et une séance de clôture présidée par M^e André Bumel, élu président du Mouvement. Parmi les orateurs qui prirent la parole au cours de la journée : Yves Farge, ancien ministre, président-fondateur du Mouvement de la paix ; le leader catholique Marc Sangnier ; Gabriel d'Arboussier, président du Rassemblement démocratique africain ; Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T. ; le peintre Marc Chagall ; les professeurs Marcel Prenant et Jeanne Lévy ; Albert Youdine, Henry Bulawko, Jean de Lorme ainsi que Charles Palant, qui allait devenir, l'année suivante, secrétaire général.

A l'issue de la Journée nationale, l'assistance adopta un manifeste et un programme d'action, et procéda à l'élection des organismes dirigeants du M.R.A.P.

De 1949 à 1966, le M.R.A.P. a organisé chaque année une Journée nationale, sous la forme d'un grand rassemblement à Paris, dont les participants débattaient de divers aspects de la lutte antiraciste et élargissaient la direction du Mouvement. Cette initiative a trouvé son prolongement dans la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, instaurée par l'O.N.U., qui donne lieu, en France, sous l'égide du M.R.A.P., depuis 1967, à une grande diversité de manifestations à Paris et en province.

agir ainsi qu'avec son approbation et son soutien militaire. Cette guerre, conséquence d'une longue et cruelle histoire, opposant deux peuples également éprouvés, cessa au début de 1949, sans que le problème fut résolu : on ne peut savoir encore ni quand, ni comment, une issue sera trouvée à ce drame.

Telles sont les circonstances dans lesquelles naquit le M.R.A.P.

Sa création cristallisait l'inquiétude et l'indignation d'hommes et de femmes qui avaient souffert du nazisme, l'avaient vaillamment combattu et ne pouvaient admettre la mansuétude dont bénéficiaient

les criminels hitlériens et leurs complices. Les espoirs de la Libération étaient trahis ; l'union réalisée dans le combat contre l'hitlérisme était brisée. Il fallait que les Français clairvoyants se regroupent, qu'ils proclament leur fidélité aux idéaux de la Résistance ; qu'ils s'opposent résolument à toute tentative de réhabiliter ou de ressusciter le passé maudit ; ils devaient agir en faveur de la justice, du progrès, de l'amitié entre les peuples.

La première Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le 22 mai 1949, acte de naissance du M.R.A.P., était un acte de combat.

NOS AMIS QUI NE SONT PLUS

Une très belle plaquette vient d'être publiée en hommage à Léon Lyon-Caen, premier président honoraire de la Cour de cassation, qui fut pendant près de dix ans (1953-1962) président du M.R.A.P. avant d'en devenir le président d'honneur.

Successeur dans cette fonction de M^e André Blumel, le président Lyon-Caen fut et demeure l'exemple même du dirigeant courageux et lucide.

Pierre Paraf, qui poursuit aujourd'hui sa mission, a écrit de lui, au lendemain de sa mort, qui survint le 4 mars 1967 : « Il incarnait le Droit dans sa rectitude, dans sa justice sans compromis, dans son équité. Il incarnait la fidélité en un temps qui devint bien vite celui de l'indifférence et de l'oubli. »



Léon Lyon-Caen.

C'est sous l'autorité du président Lyon-Caen, que la commission juridique du M.R.A.P. élaborait les propositions de lois antiracistes soumises au Parlement français dès 1959, et dont la formulation correspond aux recommandations adoptées par l'O.N.U. quelques années plus tard.

En ce vingtième anniversaire, nos pensées vont à bien d'autres amis qui nous ont quittés et dont le souvenir se rattache à tant de luttes menées en commun : Yves Farge et Marc Sangnier ; les savants Frédéric Joliot-Curie et Jacques Hadamard ; Jules Isaac ; les écrivains André Maurois, Georges Duhamel, André Spire, Edmond Fleg, le journaliste Emile Buré ; des hommes politiques aussi divers que Vincent Auriol, Louis Marin, Justin Godart, Francisque Gay ; Maurice de Barrat, leader des Anciens combattants ; l'amiral Muselier, dirigeant de la Résistance française ; Georges Huisman, Jean Lurçat, Albert Bayet, le professeur Edmond Vermeil, le chanoine Jean Viollet, dreyfusard de la première heure.

Nous évoquons aussi avec tristesse le visage des militants disparus, tels que S. Kornblut, qui fut trésorier de notre Mouvement depuis 1949 jusqu'à sa mort, en novembre 1961 ; ou encore Henri Krziwkosky, qui nous a quittés l'an dernier, et dont le dévouement à notre cause ne s'était jamais démenti.



Le M.R.A.P. est l'héritier direct du M.N.C.R. (Mouvement national contre le racisme), organisation de résistance qui mena, sous l'occupation une lutte active pour le sauvetage des enfants juifs, et qui bénéficiait de multiples concours dans les milieux les plus divers. Le M.N.C.R., dont de nombreux dirigeants et militants ont participé à la fondation du M.R.A.P., stigmatisait le racisme hitlérien et mobilisait l'opinion française au moyen de ses deux publications clandestines : *J'accuse* et *Fraternité*.

Droit & Liberté était aussi un journal clandestin, diffusé par l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide. Il parut au grand jour dès la Libération ; ses vigoureuses campagnes contre la renaissance des menées racistes contribuèrent à la création du M.R.A.P., dont il devint, en 1949, le porte-parole.